



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/C.12/1992/SR.21
6 mai 1993

FRANÇAIS
Original : ANGLAIS

COMITE DES DROITS ECONOMIQUES, SOCIAUX ET CULTURELS

Septième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 21ème SEANCE

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le jeudi 10 décembre 1992, à 10 heures.

Président : M. ALSTON

SOMMAIRE

Rapport du Comité au Conseil économique et social

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

La séance est ouverte à 10 h 35.

RAPPORT DU COMITE AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL (point 10 de l'ordre du jour)
(E/C.12/1992/CRP.1 et Add.1 à 4; E/C.12/1992/WP.14 et 19)

E/C.12/1992/CRP.1

1. Le PRESIDENT n'a pas l'intention d'examiner le projet de rapport paragraphe par paragraphe. Le paragraphe 15 de ce projet de rapport sera modifié par l'adjonction de deux autres rapports de la Nouvelle-Zélande, un astérisque étant placé en regard de chacun de ces deux rapports pour signaler que l'examen en a été renvoyé à la neuvième session; à cet égard, le Comité rappellera le principe qu'il a arrêté quant aux rapports dont l'examen est en retard.
2. M. SIMMA constate qu'au paragraphe 15, il est fait mention de l'Allemagne sous la deuxième rubrique, intitulée "deuxièmes rapports périodiques concernant les droits visés aux articles 13 à 15", alors que l'Allemagne devrait être mentionnée sous la troisième rubrique, concernant les droits visés aux articles premier à 15.
3. Le PRESIDENT explique qu'un certain nombre de rectifications d'ordre secondaire seront apportées au projet de rapport : la rubrique mentionnée par M. Simma doit concerner les "articles 13 à 15" et la rubrique suivante les "articles premier à 15", du fait que les rapports qui y sont visés sont des rapports de portée générale. En outre, le Mexique sera supprimé de la liste des pays figurant du paragraphe 15 et quatre pays, à savoir la Belgique, le Kenya, le Liban et le Suriname, figureront parmi les pays devant être examinés faute de tout rapport.
4. Selon M. NENEMAN, il faut aussi modifier le paragraphe 4, où il est dit que M. Alvarez Vita a participé à une partie de la session.
5. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO fait observer que dans le texte espagnol, il est dit au paragraphe 1 qu'au 11 décembre 1992, il n'y avait que 18 Etats qui avaient ratifié le Pacte ou y avaient adhéré.
6. Le PRESIDENT précise que dans le texte espagnol, il faut lire "118", comme dans le texte anglais et dans le texte français.
7. M. SPARSIS signale qu'au paragraphe 5 du projet de rapport, il est dit que l'OIT, l'UNESCO et l'OMS ont été représentées par des observateurs, alors qu'en fait, seule l'OMS a été ainsi représentée.
8. Mme PINET (Organisation mondiale de la santé) juge important que les institutions spécialisées aient davantage de temps à consacrer à la coopération avec les organismes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme.
9. Le PRESIDENT est du même avis, la question étant de savoir comment y parvenir. Le Comité peut décider de préciser à l'avenir le nombre des séances auxquelles chaque institution a participé.
10. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO estime que l'OMS, puisqu'elle est la seule institution spécialisée qui ait été effectivement représentée, doit être mentionnée en premier lieu et non en dernier dans le projet de rapport.

11. Selon le PRESIDENT, il paraîtrait étrange de ne pas suivre l'ordre alphabétique sans en expliquer la raison. Inversement, on pourrait ajouter dans le projet de rapport une phrase spécifiant qu'à l'exception de l'OMS, la participation des représentants des institutions spécialisées a été sporadique, pour ne pas dire moins, et que le Comité regrette cet état de choses car il juge d'une très grande importance que les institutions spécialisées participent à ses travaux. Cette observation ne figurera pas dans le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1, mais ultérieurement, dans le cadre de la partie du rapport concernant l'examen des travaux du Comité. Le Président présentera, le moment venu, un projet d'observation.

12. Le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1, tel qu'il a été modifié, est adopté.

E/C.12/1992/CRP.1/Add.1

Paragraphes 1 à 7

13. Les paragraphes 1 à 7 sont adoptés.

Paragraphe 8

14. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO déclare qu'étant donné l'intérêt particulier qu'elle porte aux personnes âgées, le mot qui, dans le texte espagnol, correspond aux mots "personnes d'âge mûr" n'est pas suffisant et que le texte espagnol devrait expressément faire mention des "ancianos" ou personnes âgées.

15. Le PRESIDENT propose de libeller le membre de phrase comme suit : "ou des personnes d'âge mûr, y compris des personnes âgées".

16. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO et M. MRATCHKOV appuient la proposition du Président.

17. Le paragraphe 8, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 9

18. M. SPARSIS fait observer que par souci de concordance, il faudrait, à la deuxième ligne du paragraphe 9, remplacer les mots "établissements privés" par les mots "institutions privées".

19. M. KOUZNETSOV signale que dans le texte russe, le mot qui correspond aux mots "la situation", dans la deuxième phrase du paragraphe 9, n'est pas très satisfaisant, la traduction devant être précisée sur ce point, mais ses remarques ne concernent que le texte russe.

20. Le paragraphe 9, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 10

21. M. SIMMA signale que lors de la rédaction des observations finales concernant le Bélarus, il y a fait mention des droits de scolarité exigés pour les dixième et onzième classes d'enseignement. La phrase en question devrait être reprise au paragraphe 10.

22. M. KOUZNETSOV rappelle que selon le représentant du Bélarus, les pouvoirs publics ont l'intention d'exiger des droits de scolarité pour l'enseignement supérieur, mais il ne s'agit pas encore en la matière d'un fait accompli.

23. M. SIMMA déclare que M. Kouznetsov a raison. Le passage pertinent des observations finales est libellé comme suit : "Le Comité constate avec une préoccupation particulière que le Gouvernement du Bélarus a l'intention d'exiger des droits de scolarité pour les dixième et onzième classes de l'enseignement". M. Simma propose de faire suivre d'un point et virgule les mots "les dépenses consacrées à l'enseignement", et d'ajouter le membre de phrase ci-après : "elles ont en conséquence l'intention d'exiger des droits de scolarité dans les dixième et onzième classes".

24. Le paragraphe 10, tel qu'il a été modifié, est adopté.

Paragraphe 11

25. M. SPARSIS propose qu'à la dernière ligne du paragraphe, le mot "correspondant" soit remplacé par le mot "comparable".

26. Le paragraphe 11, ainsi modifié, est adopté.

Paragrapes 12 à 18

27. Les paragraphes 12 à 18 sont adoptés.

28. Le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1/Add.1, tel qu'il a été modifié, est adopté.

29. Le PRESIDENT signale que le texte des observations finales concernant le Bélarus que le Comité a adoptées à une séance antérieure figurera dans le rapport définitif.

E/C.12/1992/CRP.1/Add.2

Paragraphe 1

30. Le PRESIDENT signale qu'au paragraphe 1, il sera aussi fait mention du 4 décembre 1992.

31. Le paragraphe 1, ainsi modifié, est adopté.

Paragrapes 2 à 4

32. Les paragraphes 2 à 4 sont adoptés.

Paragraphe 5

33. M. SIMMA fait observer que selon la dernière phrase de ce paragraphe, la Charte constitutionnelle polonaise des droits et des libertés dispose que tout citoyen "peut saisir l'un quelconque des organes internationaux de défense des droits de l'homme créés en application d'instruments internationaux", alors qu'un grand nombre d'organes internationaux de défense des droits de l'homme ne peuvent pas être saisis par des particuliers.

34. Le PRESIDENT propose de rédiger comme suit le membre de phrase en question : "pouvait, le cas échéant, soumettre des communications aux organes compétents de défense des droits de l'homme".

35. Le paragraphe 5, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 6 à 8

36. Les paragraphes 6 à 8 sont adoptés.

Paragraphe 9

37. Selon Mme BONOAN-DANDAN, puisque la délégation polonaise comptait parmi ses membres une femme qui a donné certaines des réponses, consignées au paragraphe 9 et ailleurs, il faut remplacer les mots "le représentant de l'Etat partie a donné" par les mots "les représentants de l'Etat partie ont donné", les mots "il a indiqué", à la ligne suivante, étant aussi remplacés par les mots "ils ont indiqué".

38. M. SPARSIS se demande s'il y a une différence, dans le texte anglais, entre le mot "bill" employé au paragraphe 9 et le mot "act" employé au paragraphe 11.

39. Le PRESIDENT précise qu'un projet de loi, une fois adopté, devient loi; le mot "bill" à la deuxième ligne du paragraphe 9 devrait donc être remplacé par le mot "act" dans le texte anglais, cette modification ne concernant pas le texte français.

40. Le paragraphe 9, tel qu'il a été modifié, est adopté.

Paragraphe 10 à 17

41. Les paragraphes 10 à 17 sont adoptés.

Paragraphe 18

42. Mme BONOAN-DANDAN signale que pour que l'on comprenne bien la destination finale de ceux qui prennent part à l'exode des cerveaux, il faut, dans le texte anglais, ajouter le mot "there" après le mot "stay".

43. Le paragraphe 18, ainsi modifié, est adopté.

44. Le PRESIDENT fait observer que le Comité a adopté à une séance antérieure le texte des observations finales, qui sera incorporé au rapport définitif.

45. Le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1/Add.2, tel qu'il a été modifié, est adopté.

E/C.12/1992/CRP.1/Add.3

Paragraphe 1 et 2

46. Les paragraphes 1 et 2 sont adoptés.

Paragraphe 3

47. M. SPARSIS déclare que par souci d'uniformité eu égard au libellé de parties antérieures du rapport, le mot "établissements" doit être remplacé par le mot "institutions", rectification de forme qui devrait aussi s'appliquer d'un bout à l'autre du rapport lorsqu'il est question d'enseignement.

48. Il en est ainsi décidé.

49. Le paragraphe 3, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphes 4 à 9

50. Les paragraphes 4 à 9 sont adoptés.

Paragraphe 10

51. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO fait observer que si le mot "gender" est correct en anglais, il doit être traduit par le mot "sexo" en espagnol, cette remarque ne concernant pas le texte français.

52. Le paragraphe 10, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphes 11 à 16

53. Les paragraphes 11 à 16 sont adoptés.

Paragraphe 17

54. Selon M. SPARSIS, les mots "d'autres modes de négociation" devraient être remplacés par les mots "de la négociation", dans la cinquième phrase du paragraphe.

55. Le paragraphe 17, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 18

56. M. SIMMA propose de remplacer les mots "pays autres que ceux de la Communauté européenne" par les mots "pays non européens", dans la dernière phrase de ce paragraphe.

57. Le paragraphe 18, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphes 19 à 23

58. Les paragraphes 19 à 23 sont adoptés.

Paragraphes 24 à 28

59. Le PRESIDENT fait observer que les observations finales du Comité, dont le texte a été adopté à une séance antérieure, se trouvent consignées dans les paragraphes 24 à 28 du projet de rapport.

60. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO propose de remplacer les mots "ne répondait pas aux directives" par les mots "s'écartait des directives".

61. Il en est ainsi décidé.

62. Le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1/Add.3, tel qu'il a été modifié, est adopté.

E/C.12/1992/CRP.1/Add.4

Paragraphes 1 à 3

63. Les paragraphes 1 à 3 sont adoptés.

Paragraphe 4

64. M. FOFANA estime que dans le texte français, les mots "tribunal constitutionnel" doivent être remplacés par les mots "conseil constitutionnel" étant donné que ce sont là les termes que l'on emploie généralement dans les pays francophones pour désigner l'institution en question.

65. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO signale que comme dans d'autres pays hispanophones, les termes "Tribunal constitucional" sont bien ceux que l'on emploie dans son pays pour désigner l'organe appelé à statuer sur la conformité des lois avec la Constitution. Le texte du paragraphe n'a donc pas à être modifié en espagnol.

66. M. WIMER ZAMBRANO estime que le mot "conseil" paraît préférable puisque c'est lui qui sert à désigner l'institution en question dans la plupart des pays du monde.

67. Pour M. MRATCHKOV, il ne s'agit pas là d'une question de langue, mais bien d'une question d'attributions. Un conseil ne procède pas de la même manière qu'une cour ou un tribunal. Dans le texte français, le mot "cour" ou le mot "tribunal" seraient l'un et l'autre acceptables, mais il importe que quel que soit le terme retenu, on l'emploie de façon générale dans tous les textes du Comité.

68. Le PRESIDENT déclare que le terme figurant dans le texte du projet de rapport doit viser l'institution en place dans le pays intéressé. Étant donné que la délégation hongroise s'est servie de l'expression anglaise "Constitutional Court", c'est cette expression qui devrait être conservée dans le texte anglais, la traduction voulue en étant assurée dans les autres langues.

69. M. MUTERAHEJURU partage cette manière de voir.

70. Le paragraphe 4, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphes 5 à 12

71. Les paragraphes 5 à 12 sont adoptés.

Paragraphe 13

72. M. SIMMA propose de supprimer le mot "supplémentaires" dans la cinquième phrase de ce paragraphe.

73. Le PRESIDENT, faisant observer que le mot "naturels" suppose que les désavantages sont le sort inéluctable des minorités, pense que l'on pourrait rédiger comme suit l'ensemble de la phrase en question : "il visait à compenser

les désavantages résultant d'ordinaire de l'état de minorités par des avantages sur le plan de la culture et de l'enseignement en langue maternelle".

74. Le paragraphe 13, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 14

75. Le paragraphe 14 est adopté.

Paragraphe 15

76. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO propose de remplacer les mots "pour favoriser l'accès des personnes âgées à la culture", dans la dernière phrase du paragraphe 15, par les mots "pour favoriser l'accès et la participation des personnes âgées à la culture".

77. Le paragraphe 15, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 16

78. Le paragraphe 16 est adopté.

Paragraphe 17

79. M. SPARSIS ne voit pas très bien ce qu'il faut entendre par "avec participation aux risques".

80. Selon le PRESIDENT, ces mots semblent signifier que les chercheurs eux-mêmes prennent une part des risques en jeu dans le projet et ont par suite leur part des avantages qui en sont tirés.

81. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO propose de remplacer les mots en question par les mots "sous forme de coparticipation", qui laissent entendre une part prise tant aux risques qu'aux avantages.

82. Mme BONOAN-DANDAN pense que l'on pourrait remplacer les mots en question par l'expression "financement de contrepartie" ou par les mots "contrats avec participation institutionnelle".

83. M. KONATE, se fondant sur les échanges de vues qu'il a eus avec le représentant de la Hongrie, pense que les nouveaux contrats de recherche ont pour objet d'assurer le partage des avantages qui peuvent en être tirés. Il importe d'exprimer exactement ce que la délégation hongroise avait à l'esprit.

84. M. SIMMA, faisant sien l'avis qui vient d'être exprimé, déclare que le rapport devrait faire mention des termes dont le représentant de la Hongrie s'est effectivement servi, tels qu'ils sont consignés dans le compte rendu analytique de la séance en question.

85. Le PRESIDENT déclare que puisque le compte rendu pertinent (E/C.12/1992/SR.9, par. 7) ne mentionne que la participation aux risques sans faire mention d'avantages, il semble préférable de conserver les mots "avec participation aux risques", tout en les plaçant entre guillemets.

86. Il en est ainsi décidé.

87. Selon M. SPARSIS, l'avant-dernière phrase n'est pas claire.
88. Le PRESIDENT signale qu'il est de la compétence du Comité de modifier le texte pour préciser le sens de la déclaration du représentant de la Hongrie.
89. M. NENEMAN juge que le mieux serait de modifier la dernière partie de la phrase, la phrase tout entière se lisant comme suit : "Le gouvernement s'efforçait de mettre en place les cadres nécessaires pour que cette situation n'offre pas seulement des désavantages, mais aussi des avantages pour la Hongrie."
90. Le paragraphe 17, ainsi modifié, est adopté.
91. Le projet de rapport publié sous la cote E/C.12/1992/CRP.1/Add.4, tel qu'il a été modifié, est adopté.

E/C.12/1992/WP.19

92. Le PRESIDENT fait observer que les rubriques employées pour les cinq sections du document de travail suivent la présentation dont se sont servis le Comité des droits de l'homme, le Comité des droits de l'enfant et, dans une large mesure, le Comité sur l'élimination de la discrimination raciale.
93. M. MARCHAN ROMERO déclare que c'est la première fois qu'il voit cette présentation et il préconise de l'adopter. Cette présentation n'a pas été employée dans le cas de la Norvège. Le Comité devrait suivre une présentation uniforme pour ses rapports.
94. M. SIMMA constate que puisque la présentation employée pour la Hongrie est différente, le Comité devrait formuler ses observations finales sans les rubriques, tout en en conservant le fond, de sorte que la différence ne soit pas aussi marquée. Le Comité pourrait ensuite adopter la présentation avec rubriques pour 1993.
95. Le PRESIDENT est du même avis et pense que cela devrait donner satisfaction à M. Marchan Romero.

Paragraphe 1

96. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO estime que le Comité ne devrait pas exprimer sa satisfaction du rapport écrit, mais qu'il devrait en revanche être plus précis lorsqu'il se déclare satisfait de telle ou telle réponse.
97. Le PRESIDENT précise que la phrase en question figure dans le texte du projet de rapport pour trois raisons : en premier lieu, c'est là la phrase type dont se servent d'autres comités, en deuxième lieu, le Comité examine des situations dans lesquelles aucun rapport n'a été présenté et, en troisième lieu, le Comité exprime sa satisfaction du rapport écrit en ne se bornant pas seulement à prendre note du fait que le rapport a été présenté. Il y aura à l'avenir d'autres cas dans lesquels le Comité critiquera un rapport.
98. Le paragraphe 1 est adopté.

Paragraphe 2

99. Selon M. SIMMA, le document de travail a été établi sur la base du texte français et l'on a ultérieurement traduit par "National School of Administration" les mots français "Ecole supérieure d'administration".

100. M. SPARSIS se demande s'il ne conviendrait pas de remplacer les mots "les programmes spéciaux d'éducation mis en place" par les mots "les programmes spéciaux d'éducation exécutés".

101. Selon M. SIMMA, il y a lieu de dire "mis en place" car on ne sait pas encore si ces programmes seront couronnés de succès dans la pratique.

102. Le paragraphe 2 est adopté.

Paragraphes 3 et 4

103. Les paragraphes 3 et 4 sont adoptés.

Paragraphe 5

104. Mme BONOAN-DANDAN constate qu'il n'y a pas de rubrique qui couvre le paragraphe 5 et, du fait qu'il a trait aux principaux sujets de préoccupation, qui font l'objet du paragraphe 4, il faudrait l'incorporer au paragraphe 4 et supprimer toute mention du paragraphe 5.

105. M. MARCHAN ROMERO s'élève contre la mention des droits à l'éducation, qui introduisent une catégorie nouvelle. De toute évidence les droits à l'éducation sont englobés dans les droits à la culture. Il propose en conséquence de supprimer les mots "à l'éducation".

106. Le PRESIDENT déclare qu'il s'agit là d'une question délicate. On a souvent supposé que le Pacte pouvait être divisé en une section consacrée aux droits économiques (articles 6 à 9), une autre aux droits sociaux (articles 10 à 12) et une troisième aux droits culturels (articles 13 à 15), mais cette division est contestable. A son avis, l'éducation constitue véritablement un droit économique en ce sens qu'elle est coûteuse à dispenser et qu'elle est capitale pour le bien-être économique de l'individu. C'est un droit social en ce sens que nul ne peut participer pleinement à la société sans en jouir. La raison pour laquelle on a employé le mot "éducation" est simplement que l'on renvoie aux articles 13 et 14 du Pacte. Il convient de faire observer que l'UNESCO parle aussi de droits à l'éducation.

107. M. SIMMA propose de rédiger comme suit le membre de phrase en question : "la nécessité de faire en sorte que l'on attache une attention particulière aux droits à l'éducation et à la culture des membres les plus vulnérables et les plus défavorisés de la société hongroise", ce qui tiendrait compte de l'observation faite par M. Marchan Romero.

108. Le paragraphe 5, ainsi modifié, est adopté.

109. Le document de travail publié sous la cote E/C.12/1992/WP.19, tel qu'il a été modifié, est adopté.

E/C.12/1992/WP.14

110. M. NENEMAN a des doutes quant à la présentation logique du texte tout entier. Au paragraphe 4, il est dit que la préoccupation majeure du Comité concerne le droit au logement, ce qui est une affirmation plutôt catégorique. De toute évidence, le Comité s'attache aussi à d'autres questions. Si c'est là un point facile à rectifier, le déséquilibre d'ensemble du document de travail suscite davantage de difficultés : le texte n'a que huit paragraphes, encore que cinq paragraphes au total aient trait au logement.

111. Selon Le PRESIDENT, c'est au Comité qu'il appartient de décider quelle solution il entend choisir, mais à son avis, le texte s'emploie à montrer que la grande majorité des questions posées avaient trait au logement. Le Président accepte l'observation de M. Neneman quant à la nécessité de modifier le libellé de la première phrase du paragraphe 4, cette phrase pouvant être rédigée comme suit : "Lorsqu'il a examiné le rapport, le Comité a attaché une attention particulière au droit au logement."

112. M. KONATE éprouve les mêmes doutes que M. Neneman. Le Comité devrait faire passer les paragraphes 5 à 8 de ses observations finales à la partie du document concernant le débat général, ce qui serait plus logique et davantage conforme à la façon d'agir habituelle du Comité.

113. Le PRESIDENT fait observer que dans le cas du rapport de l'Italie, l'attention s'est trouvée plus que d'habitude axée sur une question bien définie, ce qui a permis au Comité de procéder à un examen détaillé et d'en tirer des conclusions.

114. M. SIMMA juge préférable de conserver le texte tel qu'il se présente. Les paragraphes 5 à 8 devraient demeurer où ils se trouvent, mais être précédés d'une introduction convenable. Un membre de phrase tel que "le Comité note avec préoccupation que" pourrait offrir une solution de compromis. Jusqu'ici, les difficultés que le Comité a éprouvées à s'occuper d'observations finales tiennent au manque de remarques bien définies sur des points que le Comité n'a pas jugé satisfaisants. Le Comité doit abandonner les observations de pure politesse telles que "le Comité note avec satisfaction le haut niveau de la délégation", et il faut qu'il y renonce à l'avenir. Dans le cas dont il s'agit, étant donné que les entretiens avec la délégation italienne, notamment la dernière partie de ces entretiens, ont porté sur le logement, il faut que cela se reflète dans le texte, mais sous forme d'une préoccupation exprimée par le Comité.

115. M. TEXIER, en tant qu'auteur du texte initial, comprend fort bien l'attitude de M. Konate, mais si les entretiens avec l'Etat partie ont eu principalement trait à une question qui préoccupe tout particulièrement le Comité, il convient de le souligner sans ambages. C'est pourquoi M. Texier a mentionné un certain nombre de points concrets dans ses observations finales. Il aurait dû peut-être combiner en un seul les deux paragraphes dont il s'agit.

116. Le PRESIDENT fait observer que ce que M. Texier a dit répond à ce que tous les autres organes créés en vertu d'instruments internationaux s'efforcent de faire. M. Konate se préoccupe à juste titre de constater que le Comité modifie les règles qu'il applique à mesure qu'il avance dans ses travaux. En fait, le Comité passe, ce qui est inévitable, de l'imprécision à la précision, changement qui sera aussi utile aux Etats parties, qui comprendront sans aucun doute que

les règles que le Comité applique se trouvent à un stade transitoire et que dans l'intervalle, il faut protéger les personnes vulnérables et défavorisées.

117. Selon M. NENEMAN, le cas dont il s'agit est différent de tous les autres du fait que le rapport de l'Italie est complet et porte sur tous les articles du Pacte. On a donc besoin d'observations finales plus complètes. Dans le texte dont le Comité est saisi, les observations concernant le logement sont judicieusement formulées. Les parties des rapports complets qui ont trait à des questions comme l'éducation et la culture sont aussi importantes. C'est ainsi que les défauts de l'enseignement secondaire en Italie sont probablement aussi importants que les problèmes de logement, mais dans le cas d'un rapport complet il se pourrait qu'un texte bref ne puisse couvrir toutes les questions.

118. Le PRESIDENT pense que le Comité souhaitera peut-être combiner les paragraphes en question en un paragraphe unique débutant par les mots "Le Comité note avec préoccupation...".

119. M. KONATE souligne que les paragraphes 5 à 8 reflètent les entretiens entre le Comité et la délégation italienne et devraient trouver place dans la partie du texte qui est consacrée à l'exposé général et non dans les observations finales. Il faudrait, semble-t-il, soit placer après le paragraphe 4 un paragraphe unique reflétant les préoccupations du Comité, soit déplacer tous les paragraphes en question en les incorporant à la partie du rapport qui a trait à l'exposé général.

120. Le PRESIDENT comprend très bien le souci de M. Konate, mais il se demande si la solution ne consisterait pas à combiner les paragraphes en un seul qui débiterait par le membre de phrase ci-après : "Le Comité tient à appeler l'attention de l'Etat partie sur un certain nombre de préoccupations bien définies qui résultent du dialogue qu'il a eu avec les représentants de cet Etat. Au nombre de ses préoccupations figure le fait que...", cette introduction étant suivie du texte actuel qui demeurerait dans une large mesure inchangé. Ce compromis répondrait au souci de refléter les questions spécifiques dans les observations finales et à la nécessité de les énumérer comme s'il s'agissait de faits.

121. M. KONATE constate que c'est la première fois que le Comité procède de cette façon. Il pourrait sans doute procéder de la même façon pour tous les autres rapports, mais en vue de ne pas retarder la marche des travaux, M. Konate n'insistera pas sur sa position.

122. Le PRESIDENT remercie M. Konate et demande si le Comité accepte la solution de compromis que le Président a proposée.

123. Il en est ainsi décidé.

Paragraphe 1

124. Le paragraphe 1 est adopté.

Paragraphe 2

125. M. KONATE souhaiterait savoir ce que M. Texier pense de l'emploi du mot "rapide" dans la première phrase du texte original français. "Bref" ou "succinct" seraient peut-être préférables.

126. M. TEXIER n'a pas d'objection à l'emploi du mot "bref".
127. Mme BONOAN-DANDAN fait observer qu'en anglais, le mot "brief" n'a pas le même sens que le mot "sketchy".
128. Le PRESIDENT estime que l'emploi du mot "sketchy" dans le texte anglais convient très bien et qu'il n'y a pas lieu de modifier le texte anglais.
129. M. SIMMA constate que dans la première phrase, il est dit que le rapport "n'aborde pas du tout l'article 11". Il serait préférable de dire que le rapport "ne porte pas sur tous les droits énoncés à l'article 11".
130. Le paragraphe 2, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 3

131. M. SPARSIS rappelle avoir déclaré que la privatisation entraîne des risques non seulement pour les salariés, mais aussi à l'égard du niveau de vie, de la sécurité sociale, de l'instruction, du logement et de la santé publique et il a reçu à cet égard l'appui de M. Wimer Zambrano et d'autres. Le paragraphe tel qu'il est actuellement rédigé ne montre donc pas suffisamment que le Comité est préoccupé de constater que la privatisation puisse influencer de façon préjudiciable sur tous les droits de l'homme énoncés dans le Pacte.
132. Le PRESIDENT propose d'ajouter les mots "et tous les autres membres de la société" après les mots "les travailleurs salariés".
133. M. SPARSIS juge important que le Comité précise bien que la privatisation présente un danger éventuel pour tous les droits de l'homme, dont il a déjà énuméré certains.
134. Pour répondre à ce qui vient d'être dit, M. TEXIER propose d'adopter une formule plus large rédigée comme suit : "Toutefois, la politique de privatisation et la suppression du système dit de l'"échelle mobile" présentent certains risques pour la protection sociale d'importants groupes de la population".
135. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO propose de rédiger comme suit le début du paragraphe : "Le Comité prend note des efforts importants accomplis par le Gouvernement italien ...".
136. M. MRATCHKOV pense préférable de diviser le paragraphe 3 en deux paragraphes, les trois premières phrases du texte actuel figurant dans le premier de ces paragraphes nouveaux et la dernière phrase figurant dans un paragraphe distinct nouveau, ce qui en rehausserait l'importance.
137. Le paragraphe 3, tel qu'il a été modifié, est adopté.

Paragraphe 4

138. Le PRESIDENT rappelle la modification qu'il a proposée comme suite à la remarque générale de M. Neneman sur les observations finales. S'il n'y a pas d'objection, il considérera que le Comité accepte cet amendement.
139. Il en est ainsi décidé.

140. Mme JIMENEZ BUTRAGUEÑO aurait préféré que l'on emploie le mot "inquilino" au lieu du mot "arrendatario", dans le texte espagnol.

141. Le paragraphe 4, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphe 5

142. M. SIMMA demande ce qu'il faut entendre par "leur augmentation", à la dernière ligne.

143. Le PRESIDENT propose de remplacer les mots "de leur augmentation" par les mots "de l'augmentation des loyers", qui est bien ce dont il s'agit.

144. Le paragraphe 5, ainsi modifié, est adopté.

Paragraphes 6 à 8

145. Les paragraphes 6 à 8 sont adoptés.

Paragraphe 9

146. M. MARCHAN ROMERO aurait préféré que l'on supprime la mention de l'importance que le Comité attache au droit au logement, car cela va de soi. Il serait plus juste que le Comité réaffirme l'importance qu'il attache au droit au logement.

147. M. WIMER ZAMBRANO est lui aussi de cet avis.

148. M. MRATCHKOV pense lui aussi comme M. Marchan Romero. Il propose d'employer la formule : "Le Comité tient à signaler l'importance que le Pacte attache au droit au logement et recommande ...".

149. Le paragraphe 9, ainsi modifié, est adopté.

150. Le document de travail publié sous la cote E/C.12/1992/WP.14, tel qu'il a été modifié, est adopté.

La séance est levée à 12 h 55.